

INTERVIEW

# "Il n'y a pas de politique industrielle !"

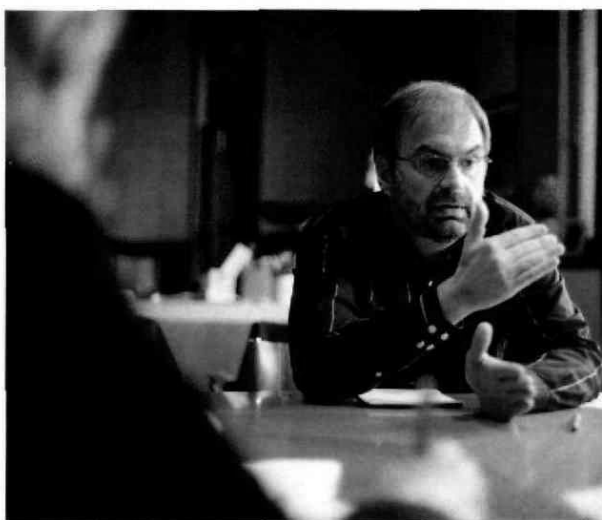
Dans l'attente de son congrès, le secrétaire général de la CFTD, François Chérèque, appelle à une réforme «juste» du système de retraite. Il fustige l'incohérence de l'Etat en matière de politique industrielle.

**Il semblerait que la reprise économique soit en marche. Comment la voyez-vous ?**

La reprise, je la sens sans emplois. Les salariés sont dans la situation d'un malade à qui on a promis une guérison rapide et auquel on annonce une année de soins supplémentaires. C'est démoralisant pour eux. Nous ne sommes plus dans la récession, mais la croissance de 1% n'est pas suffisante pour créer des emplois. Et comme la France a fait le choix des licenciements plutôt que celui de l'emploi, cela aboutit à des situations aujourd'hui absurdes. Ainsi Manitou reprend en intérim des salariés qu'elle a licenciés l'an dernier ! Les entreprises n'ont pas assez utilisé les dispositifs mis en place pour faire face à la crise, comme le chômage partiel. Aujourd'hui, elles multiplient les heures supplémentaires pour compenser les réductions d'effectifs. Le gouvernement se félicite que le chômage a moins augmenté chez nous qu'aux Etats-Unis, mais il faut se comparer à l'Allemagne qui a fait le choix de garder les compétences dans les entreprises.

**En mai, devrait se tenir le prochain sommet social.**

**"La France a décidé de subventionner les bas salaires, comme si notre concurrent était la Chine."**



REPORTAGE PHOTO PASCAL GOUTET POUR « L'USINE NOUVELLE »

**Qu'allez-vous proposer ?**

La masse salariale a baissé de 1,3% l'an dernier. Ce qui a permis de tenir la consommation, ce sont les mesures de soutien aux familles modestes, il faut les reconduire. Il est urgent de prendre aussi des engagements pour aider les 360 000 chômeurs en fin de droits qui vont se retrouver sans ressources cette année et de multiplier les contrats aidés, publics ou privés, pour soutenir les jeunes qui n'ont pas accès au RSA. Enfin, il faut pousser le chômage partiel et activer la formation plutôt que les licenciements. Les dispositifs existent avec le Fonds d'investissement social.

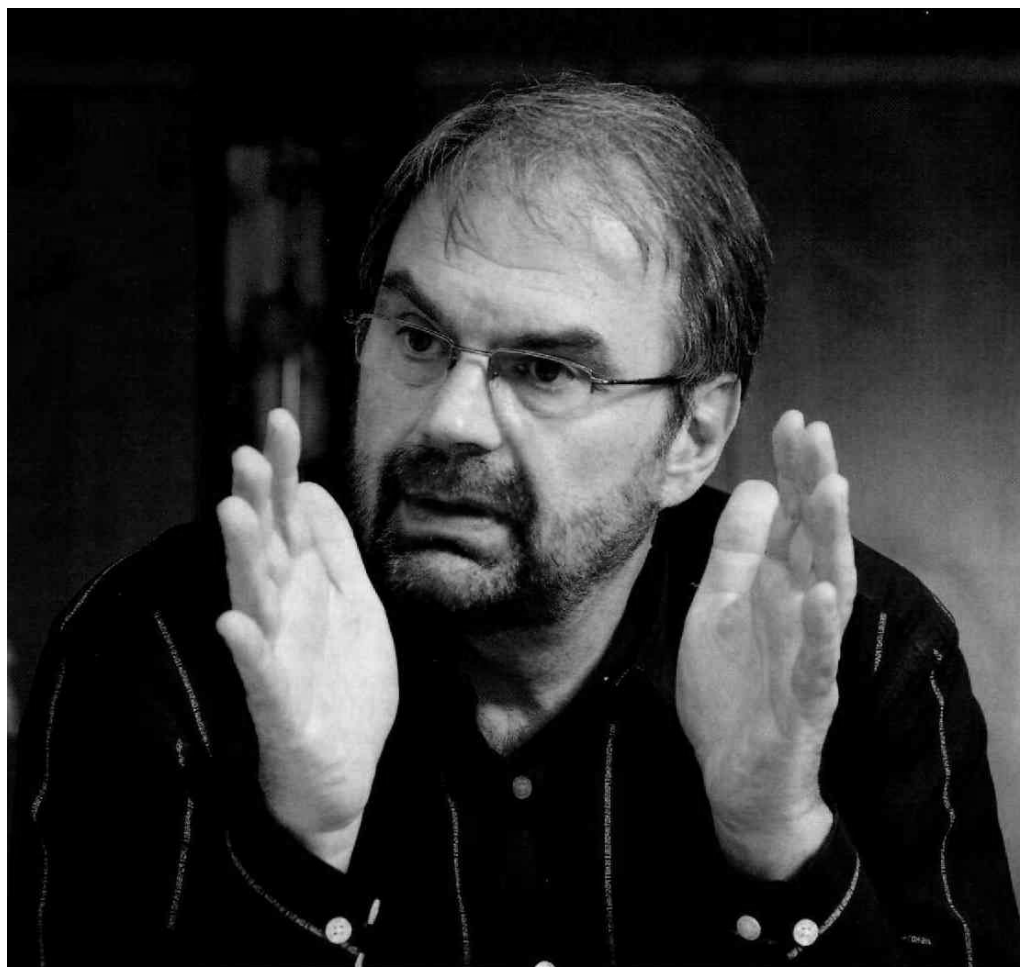
**Mais visiblement, ces dispositifs ne sont pas efficaces puisque vous considérez vous-même que les entreprises n'ont pas joué le jeu.** Ecoutez, je rencontre encore des employeurs qui pensent que leur

entreprise n'a pas accès au chômage partiel. Ils sont mal informés, il faudrait que les syndicats patronaux fassent leur travail. Nous-mêmes, nous formons nos militants. Les grands groupes ont su utiliser ces dispositifs. Le problème se pose avec les PME et les PMI. Certaines n'ont pas su comment faire et d'autres détenues par des fonds d'investissement n'ont pas voulu, préférant jouer sur les réductions d'effectifs pour maintenir leur marge. Après, il y a eu tous les effets d'aubaine de la crise pour restructurer. Le cabinet Syntex les a évalués à 40% sur les 200 premiers plans sociaux qu'il a traités au début de la crise.

**François Davy, responsable d'une nouvelle mission emploi au Medef, a déclaré que «les entreprises considèrent l'emploi comme un risque avec un code du travail inapplicable et une judiciarisation des conflits». Qu'en pensez-vous ?**

Je trouve qu'il ne manque pas d'air. Le patronat a eu du mal à innover dans la crise et il met en place une commission pour trouver de nouveaux éléments de flexibilité. Les entreprises se sont séparées de 300 000 intérimaires en un trimestre. Où est la rigidité ? Il y a au contraire une grande flexibilité. Maintenant, les employeurs utilisent une autre flexibilité : les heures supplémentaires. La loi TEPA, c'est un dispositif anti-embauche.

**En Allemagne, le syndicat de la métallurgie a négocié le maintien des emplois contre la modération**



François Chérèque est bousculé par le calendrier gouvernemental sur la réforme des retraites. Il devra sortir du bois avant son congrès, le 7 juin.

discussion. Nous considérons en particulier qu'il faut distinguer ce qui relève de l'assurance (chômage, retraite) et ce qui relève de la solidarité nationale (la famille). On ne peut pas ignorer aussi le fait que l'Allemagne, notre principal concurrent, a fait le choix de basculer une partie des charges sur la consommation.

#### C'est un modèle à suivre?

Je ne dis pas cela mais les décisions en Allemagne ont forcément un impact sur nous. Christine Lagarde a posé une bonne question en soulevant le problème de la compétition sociale entre les pays européens. La France a décidé de subventionner les bas salaires, comme si notre concurrent était la Chine. Il faut revoir la distribution des 30 milliards d'euros d'allègement de charges des entreprises en examinant si les emplois sont délocalisables ou pas. Et au lieu de faire du dumping fiscal et social au sein même de l'Europe, il serait préférable d'engager une politique de recherche et développement commune, comme nous l'avons redit dans les états généraux de l'industrie.

#### Ces états généraux ont-ils été utiles?

Ils ont eu le mérite de fixer un cadre de fonctionnement avec la conférence nationale de l'industrie et les comités de filières. Il est trop tôt pour dire si cela sera efficace. Nous verrons si elle sera capable de structurer une démarche de filières, de bien affecter le grand emprunt qui donne des

#### salariale. Etes-vous prêt à vous engager sur cette voie?

Dans les entreprises, en France, il y a eu de nombreuses négociations qui ont permis de sauver des emplois, quitte à supprimer des primes. Mais c'est vrai que nous n'avons pas su le faire au niveau de toute une branche professionnelle.

#### Vous le regrettez?

Ce n'est pas la culture de notre pays. En France, on préfère les positions idéologiques, voire théologiques, comme sur les 35 heures qui seraient la source de tous nos maux. Alors que pendant la crise, là où les accords 35 heures avaient mis en place de l'annualisation, il y a eu sauvegarde de l'emploi. La vérité c'est qu'en Allemagne aussi, il y a eu des accords de réduction du temps de travail. Les politiques français veulent se mêler de tout. Il ne viendrait pas à l'idée d'Angela

Merkel de s'occuper du temps de travail dans les entreprises.

#### Pourtant, les pouvoirs publics ont essayé d'apporter des réponses dans la crise.

Le problème c'est que le gouvernement est resté sur une organisation d'avant-crise, avec la politique de l'emploi gérée au ministère de l'Economie, la politique sociale au ministère du Travail. En période de crise, il ne faut pas disperser les discussions. Entre le ministre du Travail, le secrétaire d'Etat à l'emploi, Matignon et Raymond Soubie à l'Elysée, nous devons tout réexpliquer quatre fois.

#### Faut-il revoir les charges qui pèsent sur le travail comme le réclame le patronat de l'industrie en particulier?

Les états généraux de l'industrie ont abordé cette question. Nous ne sommes pas opposés à la



► Suite de la page 13 moyens financiers non négligeables.

**Voyez-vous se dessiner une politique industrielle?**

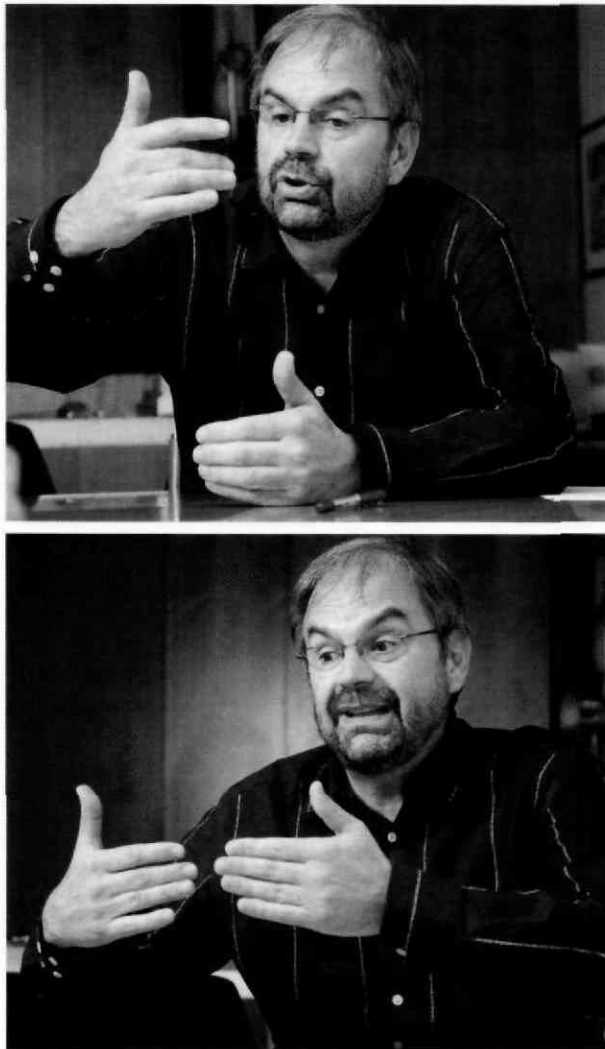
La façon dont le gouvernement a géré le conflit chez Total démontre qu'il n'y a pas de politique industrielle! Il n'y a pas d'anticipation. D'un côté le Grenelle de l'environnement a donné des objectifs de réduction de CO<sub>2</sub>, de l'autre il y a une incapacité à dessiner des perspectives aux salariés qui produisent des carburants. La table ronde sur le raffinage, la CFDT la réclamait depuis deux ans. Les dirigeants attendent toujours la crise pour réagir. C'est typique de la France: avancer par à-coups, quand on est au pied du mur. L'industrie va passer d'un état de crise à un état de mutation avec le développement durable, l'évolution des comportements des consommateurs, les nouvelles technologies. Une vraie politique industrielle doit décider et se projeter pour organiser les conséquences sur l'emploi. Ce n'est pas la fin de l'histoire. Il n'y aura pas moins d'emplois mais d'autres emplois.

**Vous avez été reçu le 12 avril par le ministre du Travail, Eric Woerth, pour parler des retraites.**

**Que lui avez-vous dit?**

J'ai dit au gouvernement que s'il ne s'engage pas dans une réforme de l'ensemble du système, celle-ci sera perçue comme injuste et il faudra y revenir dans cinq ans. Je ne veux pas aller sur les seuls trois paramètres de l'âge légal, de la durée des cotisations et de la hausse des cotisations. Si on touche à l'âge de départ en le fixant à 62 ans, ceux qui ont commencé à travailler à 16 ans vont cotiser quarante-six ans! Il y a des tas d'autres questions à régler pour que la réforme soit juste:

**"S'il n'y a pas de justice, si cette réforme des retraites ne réduit pas les inégalités, elle ne sera pas acceptée."**



la pénibilité, les polypensionnés, les emplois précaires. S'ils ne sont pas pris en compte, ce sera une nouvelle injustice pour eux.

**Comment sentez-vous le gouvernement sur les retraites?**

Pressé. Ce qui n'est pas bon signe. S'il n'y a pas de justice, si cette réforme des retraites ne réduit pas les inégalités, elle ne sera pas acceptée. Mais avant d'aller au conflit, je reste dans la discussion.

**Et le bouclier fiscal? Faut-il revenir dessus à cette occasion?**

Là encore, on ne peut pas dire: tout le monde va faire un effort sauf les plus riches. D'ailleurs, je constate que nous sommes désormais suivis par une partie de la majorité.

Les derniers sondages montrent que 44 % des salariés et 64 %

**des cadres pensent qu'il est indispensable d'allonger l'âge légal de départ en retraite.**

**Pouvez-vous être à la remorque?**

Les cadres évidemment, ils ont fait leur calcul. Comme ils ont commencé plus tard, ils sont déjà obligés d'aller jusqu'à 62 ans. Ce n'est pas du tout l'avis des ouvriers. En fait dans cette affaire, chacun est d'accord pour faire bouger des paramètres qui ne le concernent pas. Il faut qu'il y ait une possibilité de choix individuel tout en prenant en compte les situations d'inégalités, comme la pénibilité.

**Mais expliquer à tous les Français comment revoir les quarante régimes différents, n'est-ce pas trop compliqué?**

C'est plus facile de faire de la démagogie! Moi, j'ai travaillé la moitié de ma carrière dans le public, l'autre partie dans le privé. A l'arrivée, je suis incapable d'évaluer ma pension. Je suis dans le flou. Il faut prendre le temps de construire un système plus simple et plus lisible pour que les jeunes aient confiance dans le système de répartition. Sinon ils ne voudront plus payer et préféreront des fonds de pension.

**Estimez-vous que les entreprises ont évolué sur l'emploi des seniors?**

Jusqu'ici elles n'ont pas joué le jeu. Il faudra voir le respect des engagements des accords seniors. Il faut que nous abordions collectivement le problème de la deuxième partie de carrière et des conditions de travail. Autrement, les salariés trouveront toujours qu'il vaut mieux abréger leur vie active.

**Que pensez-vous de l'idée de FO de lancer une grève générale de 24 heures sur les retraites?**

C'est à côté de la plaque. Nous n'allons pas lancer une grève pour combattre un projet dont nous n'avons pas encore lu une ligne. Nous avons des rencontres intersyndicales, FO est invitée à venir s'y exprimer. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-SOPHIE BELLAÏCHE ET THIERRY DEL JÉSUS